

"Un bloc économique" dans L'Humanité (24 janvier 1972)

Légende: Le 24 janvier 1972, le quotidien communiste français L'Humanité critique le dernier élargissement de l'Europe et parle d'une logique de blocs.

Source: L'Humanité. Organe du Parti communiste français. 24.01.1972. Paris: L'Humanité. "Un bloc économique", auteur:Moreau, Yves , p. 3.

Copyright: (c) L'Humanité

URL:

http://www.cvce.eu/obj/un_bloc_economique_dans_l_humanite_24_janvier_1972-fr-e8e62217-54ea-46c5-8206-cc36b16b2a44.html

Date de dernière mise à jour: 02/02/2017



Un bloc économique

Les gouvernements de quatre pays — Grande-Bretagne, Irlande, Danemark, Norvège — ont donc signé samedi dernier à Bruxelles les traités d'adhésion au Marché commun. Ces traités restent à ratifier. L'Europe des « Six » — France, Allemagne de l'Ouest, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg — deviendrait alors l'Europe des « Dix ».

Elle n'en demeurerait pas moins une « petite Europe ». Une Europe singulièrement mutilée ; près des deux tiers des pays de notre continent en sont absents.

Et parmi ceux-ci tous les Etats neutres et tous les Etats socialistes.

Si l'on veut « élargir l'Europe », pourquoi se refuser à un élargissement tenant compte de sa réalité géographique et de sa diversité politique et sociale ?

A dix comme à six, la « petite Europe » reste fondée sur des critères dangereux : ceux-là mêmes dont s'inspire la politique des blocs, préjudiciable à l'organisation de la sécurité et au développement de la coopération.

SAMEDI, à Bruxelles, il ne manquait pas seulement une vingtaine d'Etats européens. « *Les peuples, les travailleurs étaient les grands absents de la cérémonie* », écrit le journal du parti socialiste italien.

Effectivement, les institutions de la Communauté Economique Européenne ont un caractère technocratique et antidémocratique. Elles sont au service des intérêts des monopoles mais, comme l'a reconnu le ministre des Affaires étrangères danois, elles ne se préoccupent ni de relever le niveau de vie de tous, ni de redresser les inégalités sociales en faveur des déshérités.

L'admission de quatre nouveaux membres — quatre pays capitalistes — au Marché commun n'y changera rien. On fait grand cas du potentiel économique et commercial de l'Europe des « Dix ». On est plus discret au sujet du fait qu'elle comptera trois millions et demi de chômeurs.

Tel qu'il est prévu, l'élargissement du Marché commun n'apporte aucun remède à ses tares fondamentales. Il risque au contraire d'aggraver fortement quelques-uns de ses pires défauts.

La Grande-Bretagne, en effet, est la principale base européenne des investissements américains. C'est pourquoi son entrée dans la petite Europe est préconisée depuis longtemps à Washington. M. Nixon a tenu à la saluer avant-hier en termes particulièrement chaleureux.

Et il est significatif que plusieurs des orateurs de la cérémonie de Bruxelles aient insisté comme ils l'ont fait sur le resserrement des liens avec l'Amérique.

L'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun risque ainsi de cristalliser la division de l'Europe.

Et quel rôle sera celui de la France dans une construction dont la ligne de force est désormais, en fait, celle qui relie Washington à Londres et à Bonn ? Déjà M. Heath s'est cru en mesure de laisser entendre, à Bruxelles, que les institutions mêmes de la Communauté Européenne devraient être réadaptées.

L'« unification politique » qu'on nous propose dans de telles perspectives sonnerait le glas de la souveraineté française. Mais le temps est loin où, à l'Elysée, on stigmatisait les « jean-foutre » de la supranationalité. Et M. Maurice Schumann prêche en faveur d'un prochain « sommet » des « Dix » avec une ardeur digne d'une meilleure cause.

Une ardeur qu'on aimerait voir s'employer, par exemple, en faveur de la conférence de TOUS les Etats d'Europe pour la sécurité collective et la coopération pacifique.

Yves MOREAU.